

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1759

8 juillet 2014

SOMMAIRE

BNP Paribas Flexi 2	84396	Electro Assurances	84391
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	84389	Elite Car Club	84387
Bru II Venture Capital Fund, S.C.A., Sicar	84386	Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg	84395
Builders Direct S.A.	84387	Etiah International S.à r.l.	84394
Burulux S.A.	84390	Fulcrum Funds	84388
Canaan Holding Lux S.à r.l.	84388	Fundsmith Equity Fund Feeder	84429
Capital International Portfolios	84390	Gerifonds (Luxembourg) S.A.	84396
Capital International Portfolios 2	84391	HCapital, General Partner, S.à r.l.	84398
City Living Luxembourg S.à r.l.	84392	HCapital, SCA-SCIAR	84407
Clear Competitive Intelligence Technologies S.à r.l.	84391	Heal (BC) Luxco 1	84432
Constructions Générales Gomes Manuel S.à r.l.	84418	Hypothekenbank Frankfurt International S.A.	84395
C&P Funds	84418	IWA S.A.	84419
CQS Finance S.A.	84392	Kival Spain S.C.A.	84392
CVC Capital Partners Services S.à r.l.	84397	Laurier International S.A.	84393
David S.A.	84397	Leyla S.A.	84386
David S.A.	84390	Malibaro, SA SPF	84386
Degroof Global	84388	Managix GP S.à r.l.	84419
Diedauer S.à r.l.	84387	Martin Currie Global Funds	84393
Doll S.à r.l.	84389	Parselect	84396
DWS Concept	84394	Trea SICAV	84387
DWS Investment S.A.	84395	UniGarantPlus: Best of Assets (2014)	84395
E.C.C. Technik und Design S.à r.l.	84389	Vodafone Asset Management Services S.à r.l.	84430
Egmont Holdings Luxembourg S.à r.l. ...	84394	Vodafone Operations Services 1 S.à r.l. ..	84430

Leyla S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 67.392.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 24 juillet 2014 à 17:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014090721/15.

Malibaro, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9647 Doncols, 24, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 134.992.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du 24 juillet 2014 à 17 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2013.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014095916/1004/18.

Bru II Venture Capital Fund, S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 116.282.

The Shareholders are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders which will take place on Friday July 25, 2014 at 1 p.m. at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

The agenda of the Annual General Meeting is as follows:

Agenda:

1. Annual report for the financial year ending on December 31st, 2012.
2. Approval of the annual accounts and allocation of results as of December 31st, 2012.
3. Discharge to the General Partner and to the independent auditor for the exercise of their mandate through December 31st, 2012.
4. Annual report for the financial year ending on December 31st, 2013.
5. Approval of the annual accounts and allocation of results as of December 31st, 2013.
6. Discharge to the General Partner and to the independent auditor for the exercise of their mandate through December 31st, 2013.
7. Miscellaneous.

Bru II GP S.à r.l.

Référence de publication: 2014095394/21.

Diedauer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 18, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 155.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014062607/9.

(140073415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Elite Car Club, Société Anonyme.

Siège social: L-9743 Crendal, Maison 14.

R.C.S. Luxembourg B 144.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014062637/9.

(140073398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Builders Direct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 253, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 175.694.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Beggen, le 8 avril 2014

"Le conseil accepte de transférer le siège social du n°251 au n°253, rue de Beggen, L-1221 Luxembourg"

Pour Builders Direct S.A.

John S. Morrey

Managing Director

Référence de publication: 2014062526/12.

(140073297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Trea SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.815.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office on Tuesday July 29, 2014 at 11.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at March 31, 2014
4. Discharge to the Directors
5. Allocation of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the registered office of the Company.

The annual report is available on demand and free of charge at the registered office of the SICAV.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014096310/755/24.

Canaan Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.834.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 29 avril 2014

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique que:

- Mr Gu Jiao, avec adresse professionnelle a 555, Pudong Avenue, Eton Place, Tower B, 30F, CHN -Shanghai a démissionné de son poste de gérant de classe A de la société.

Luxembourg, le 29.04.2014.

Référence de publication: 2014062533/13.

(140072901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Fulcrum Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 121.923.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 16 avril 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire décide le renouvellement du mandat des administrateurs suivants pour une période d'un an se terminant avec la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015:

- M. William JONES, Président et Administrateur

- M. Joseph DAVIDSON, Administrateur

- M. Malcolm PATERSON, Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renommer comme Réviseur d'Entreprises Agréé, Ernst & Young S.A., pour une période d'un an prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014063428/16.

(140074251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Degroof Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 24.822.

—
Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 29 juillet 2014 à 11.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31/03/2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014096132/755/25.

Doll S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.924.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 5 mai 2014

- Il a été décidé:

* d'accepter la démission de Monsieur Sylvain Jacquet en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat,

* de nommer Monsieur Lorenzo Barcaglioni, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que gérant B avec effet immédiat pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014062610/14.

(140073434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

E.C.C. Technik und Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8218 Mamer, 3, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 133.179.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. Mai 2014.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2014062618/14.

(140072999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.403.

As the annual general meeting of shareholders scheduled to 20 May 2014 could not deliberate and decide on the items of the agenda, the Board of Directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A. SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on 25 July 2014 at 11.00 a.m., (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2013
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Remuneration of the directors
8. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2014095987/755/26.

Burolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, Z.I. du Scheleck.
R.C.S. Luxembourg B 92.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *BUROLUX S.A.*

Référence de publication: 2014062527/10.

(140073329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

David S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 117.803.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 29 avril 2014

Monsieur Louis VEGAS-PIERONI est renommé commissaire aux comptes.

Le mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme
DAVID S.A.

Référence de publication: 2014062599/13.

(140072725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Capital International Portfolios, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 125.271.

Shareholders of Capital International Portfolios (the "Company") are hereby convened to the
ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (AGM) that will be held at the registered office of the Company on 29 July 2014 at 11.00 a.m. CET
with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Report of the Company (including the Report of the Board of Directors to the Shareholders, the Financial Statements and the Independent Auditor's Report) for the reporting period ended 31 March 2014.
2. Approve the Fund Board Representation Letter addressed to the Auditors in connection with the statutory audit of the financial statements of the Company.
3. Decision on the allocation of net results, including final dividend distribution.
4. Discharge of the Directors for the year ended 31 March 2014.
5. Election of Luis Freitas de Oliveira, Joanna Jonsson, Pierre-Marie Bouvet de Maisonneuve and Stephen Gosztony as Directors of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in July 2015.
6. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers Société coopérative as Auditor of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in July 2015.
7. Miscellaneous.

Shareholders who cannot attend the meeting in person and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy form must be completed and received at the registered office of the Company (marked for the attention of Ms Mara Marangelli; fax number: +352 46 26 85 825) prior to 5.00 p.m. CET on 28 July 2014. Proxy forms can be obtained by contacting Ms Mara Marangelli by telephone on +352 46 26 851.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

For and on behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2014096079/755/31.

Clear Competitive Intelligence Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 mai 2014.

Référence de publication: 2014062540/10.

(140073424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Electro Assurances, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 112.603.

Le Bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Pascal BERTIN

Directeur Délégué

Référence de publication: 2014062635/13.

(140073127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Capital International Portfolios 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 139.643.

Shareholders of Capital International Portfolios 2 (the 'Company') are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (AGM) that will be held at the registered office of the Company on *29 July 2014* at 2.00pm CET with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Audited Annual Report of the Company (including the Report of the Board of Directors to the Shareholders, the Financial Statements and the Independent Auditor's Report) for the reporting period ended 31 March 2014.
2. Approve the Fund Board Representation Letter addressed to the Auditors in connection with the statutory audit of the financial statements of the Company.
3. Decision on the allocation of net results, including final dividend distribution.
4. Discharge of the Directors for the year ended 31 March 2014.
5. Election of Luis Freitas de Oliveira, Joanna Jonsson, Stephen Gosztony and Pierre-Marie Bouvet de Maisonneuve as Directors of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in July 2015.
6. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers Société coopérative as Auditor of the Company for a one-year period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in July 2015.
7. Miscellaneous.

Shareholders who cannot attend the meeting in person and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy form must be completed and received at the registered office of the Company (marked for the attention of Ms Mara Marangelli; fax number: +352 46 26 85 825) prior to 5.00pm CET on 28 July 2014. Proxy forms can be obtained by contacting Ms Mara Marangelli by telephone on +352 46 26 851.

The resolutions on the AGM agenda require no quorum and can be passed by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

For and on behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2014096267/755/31.

City Living Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 116.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 5 mai 2014.

Référence de publication: 2014062575/10.

(140073230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

CQS Finance S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 115.191.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2014062586/11.

(140073411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Kival Spain S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.847.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *24 juillet 2014* à 13:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rachat forcé en conformité avec les articles 13, 14 et 15 des Statuts Coordinées;
2. Exclusion de certains Associés Commanditaires en conformité avec les articles 13, 14 et 15 des Statuts Coordinées;
3. Divers.

Les actionnaires sont également convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant notaire le *24 juillet 2014* à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la société de KIVAL SPAIN S.C.A. en KIVAL INTERNATIONAL S.C.A.;
2. Modification subséquente de l'article 1er des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Il est formé par les présentes entre les associés fondateurs, y compris KSCE en tant qu'associé commandité (l'"Associé Commandité") et tous ceux qui deviendront associés, une société (la "Société") sous forme de société en commandite par actions (S.C.A.) ne faisant pas appel public à l'épargne qui est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, plus particulièrement la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la "Loi") et par les présents statuts (les "Statuts").

L'Associé Commandité a également le droit de souscrire et de détenir des actions de Commanditaires.

La Société adopte la dénomination KIVAL INTERNATIONAL S.C.A.

3. Divers

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum de 50% des actions émises est requis pour délibérer sur les points de l'ordre du jour. Si le quorum n'était pas atteint, une 2^e Assemblée portant sur ces points devra être convoquée. Les résolutions pour être valables devront réunir les 2 tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014096182/795/33.

Laurier International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.747.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 6 mai 2014

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg; Président

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Juan PARLADE TRIOLA, demeurant à 4012 CL Santa Lucia, 11916 Montevideo, Uruguay;

- Monsieur Jorge PARLADE DE ELIA, demeurant à RB Battle Pachero, Lorenzo S/N, P11107U M845, Punta del Este 32514 Maldonado, Uruguay;

- Monsieur Fernando CABRE CASAS, demeurant à RM 1301-1303, Lu Plaza, 2, Wing Yip Street, Kwun Tong, Kowloon, Hong Kong.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Référence de publication: 2014063527/24.

(140074129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Martin Currie Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 65.796.

Shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of Martin Currie Global Funds (the "Meeting") , which will be held on July 30, 2014 at 11.00 a.m. at the offices of State Street Bank Luxembourg S.A., 49 Avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Annual report including the report of the Managers, and the report of the Approved Statutory Auditor as at March 31, 2014.
2. Allocation of the results for the accounting year ended March 31, 2014 and ratification of the distribution of dividends in respect of the shares of Classes A, B and O of the sub-funds: Martin Currie Global Funds - Asia Pacific Fund (Class A EUR), Martin Currie Global Funds - Global Resources Fund (Class A EUR, B GBP), Martin Currie Global Funds - Asia Long Term Unconstrained Fund (Class O GBP, O EUR and O USD).
3. Discharge to be granted to the Directors of the Company with respect to the performance of their duties during the financial year ended March 31, 2014.
4. Acknowledgement of the resignation of Mr. Darren Cannon as Director of the Company effective from February 4, 2014.
5. Re-election of Mr. Henry Kelly as Director of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2015.
6. Re-election of Mr. Toby Hogbin as Director of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2015.
7. Re-election of Mr. Paul Hughes as Director of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2015.
8. Re-election of Mrs. Sheena Kelman as Director of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2015.
9. Re-election of Deloitte Audit Sàrl as Approved Statutory Auditor of the Company to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2015.
10. Approval of the Directors' fees for the year ended March 31, 2014.
11. Any other business which may be properly brought before the Meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

A proxy form may be obtained at the Company's registered office and has to be returned by fax no later than 48 hours before the meeting to the attention of Ms. Louise Chiappalone at number (+352) 464 010 413 and/or by email at :Luxembourg-domiciliarygroup@statestreet.com and/or by mail to the registered office.

We draw your attention to the fact that, in accordance with article 26 (3) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for investment collective, the annual accounts, the original signed report of the authorised auditor and the management report of Martin Currie Global Funds are available at the registered office of the Company and a copy may be sent, on request, to your attention free of charge.

We highlight the fact that the annual accounts are not to be printed for the year ended March 31, 2014 but will be also available at the end of June 2014 on the Martin Currie website www.martincurrie.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014096225/755/47.

DWS Concept, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 160.062.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A. (Verwaltungsgesellschaft)

Référence de publication: 2014062614/10.

(140072841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Egmont Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 157.161.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Avril 2014.

Egmont Holdings Luxembourg S.à r.l.

Paul Galliver

Manager B

Référence de publication: 2014062620/14.

(140073261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Etiah International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 167.918.

EXTRAIT

Amicorp Luxembourg S.A., domiciliataire de sociétés, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 49731 a dénoncé, avec effet au 26 avril 2014, le siège social de la société Etiah International S.à.r.l., société de droit Luxembourgeois enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 167918, ayant jusqu'alors son siège au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Amicorp Luxembourg S.A.

Représenté par Mr. Julien François

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014062625/17.

(140072920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

UniGarantPlus: Best of Assets (2014), Fonds Commun de Placement.

Der Fonds UniGarantPlus: Best of Assets (2014) wurde gemäß Artikel 12, Ziffer 7 des Verwaltungsreglements zum 30. Juni 2014 in den UniGarant: ChancenVielfalt (2021) übertragen.

Der UniGarantPlus: Best of Assets (2014) wurde zum selben Datum aufgelöst.

Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Übertragung somit für abgeschlossen.

Der abschließende Bericht kann bei der Verwaltungsgesellschaft, Union Investment Luxembourg S.A., 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, angefordert werden.

Luxemburg, im Juli 2014.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014096400/1460/12.

Hypothekenbank Frankfurt International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 30.469.

Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 68.470.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit, dans le Mémorial C n° 1729 du 4 juillet 2014, page 82980, la publication de l'acte de projet de fusion passé devant le notaire Martine Schaeffer en date du 26 juin 2009:

1) L'en-tête doit être complété par la désignation de la société absorbée:

«Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 68.470.»

2) De même pour le sommaire du même Mémorial qui se trouve à la page 82945.

Référence de publication: 2014096687/18.

DWS Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 25.754.

Die oben genannten Fonds wurden zu den nachstehend aufgeführten Daten liquidiert:

DWS 5% Target Return 2010	09. April 2010
DWS AgriX Garant 2013	16. April 2013
EM Equities	02. Mai 2013
Fixed Income Flexible	16. Mai 2013
DWS Bond Flexible	27. August 2013
DWS Corporate Bond Basket 2013	16. Dezember 2013
DWS Renten Direkt 2013	16. Dezember 2013
DWS Medical Innovation Fund SIF	19. Dezember 2013
DWS Balkan SIF	19. Dezember 2013
DWS GO Frontier Markets Fund SIF	19. Dezember 2013
DWS Russia CIS Equity Fund	19. Dezember 2013
DWS Russia Aggregate Bond Fund	19. Dezember 2013
DWS China A-Fund I	19. Dezember 2013
DWS Renten Direkt 2014	14. März 2014

Die Liquidationsprozesse sind abgeschlossen. Die State Street Bank Luxembourg S.A., in ihrer Funktion als Depotbank, hat das jeweilige Fondsvermögen an die Anteilhaber ausgezahlt. Es wurden keine Beträge an die Caisse de Consignation überwiesen.

Luxemburg, im Juli 2014

Référence de publication: 2014095872/1999/25.

Gerifonds (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 75.032.

Le règlement de gestion de Piguet Global Fund signé en date du 16 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Cyril TANNER / Claude BETTENDORFF

Division Vie Sociale et Juridique / -

Service Investment Funds / Service Investment Funds

Référence de publication: 2014092530/14.

(140109575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

**BNP Paribas Flexi 2, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Parselect).**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 81.988.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of June.

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg).

was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of PARSELECT (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at L-5826 Hesperange, 33, Rue de Gasperich (R.C.S. Luxembourg B81.988), incorporated on the 14th May 2001 by a deed of Me Frank Baden, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 428 of the 11th June of 2001. The Articles of Incorporation were amended for the last time under a deed of Me Cosita Delvaux on the 23th of December, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1052 of 25th April 2012.

The Meeting is presided by Mr Didier LAMBERT, private employee, residing professionally in Luxembourg, who appoints Mrs. Fabienne VERONESE, private employee, residing professionally in Luxembourg, as Secretary.

The Meeting elects Mrs Frédérique VATRIQUANT, private employee, residing professionally in Luxembourg, as Scrutineer.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The Shareholders were convened to the Meeting by letter containing the Agenda, sent to them by letter on 30th May 2014, and published in the Mémorial C and in the Luxemburger Wort on 30th May 2014 and 10th June 2014.

II. The shareholders represented, and the number of their shares is shown on an attendance list, signed by the Chairman, the Secretary, the Scrutineer and the undersigned notary.

This list as well as the proxy signed ne varietur will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III. It appears from the attendance list that out of 40.001,00 shares in circulation, 40.0001,00 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. Change of the Company's name to BNP PARIBAS FLEXI 2 and amendment of Article 1 of the Articles of Association, as follows:

"A limited company (société anonyme) in the form of an open-end investment company (société d'investissement à capital variable - "SICAV") named "BNP PARIBAS FLEXI 2" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association").";

2. Modification of the Article 14 - Net Asset Value of the articles of the Articles of Association of the Company;

3. Miscellaneous.

After duly considering each item of the agenda, the meeting unanimously took the following resolutions

First resolution

The general Meeting resolves to change the Company's name from Parselect to BNP PARIBAS FLEXI 2 and to amend subsequently the Article 1 of the Articles of Association of the Company so as to henceforth read as follows:

Art. 1. "A limited company (société anonyme) in the form of an openend investment company (société d'investissement à capital variable - "SICAV") named "BNP PARIBAS FLEXI 2" (hereinafter the "Company") has been established pursuant to these Articles of Association (hereinafter the "Articles of Association")."

Second resolution

The general Meeting resolves to make an amendment of paragraph named (c) of Article 14 of the Articles of Association of the Company, which will be read as follows:

"(c) the valuation of all securities listed on a stock exchange or any other regulated market which functions regularly, is recognised and accessible to the public, is based on the last known closing price on the valuation day, and, if the securities concerned are traded on several markets, on the basis of the most recent price on the major market on which they are traded; if this price is not a true reflection, the valuation shall be based on the probable sale price estimated by the Board of Directors in a prudent and bona fide manner."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Whereof, this deed is drawn up in Hesperange, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the members of The bureau of the Meeting, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the notary this deed.

Signé: D. LAMBERT, F. VERONESE, F. VATRIQUANT, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 19 juin 2014. Relation: DIE/2014/7749. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): pd RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014086412/65.

(140102604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

David S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 117.803.

Les comptes au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DAVID S.A.

Référence de publication: 2014062598/10.

(140072722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

CVC Capital Partners Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 98.452.

EXTRAIT

Suite à un déménagement Monsieur Geert Duyck, gérant de la Société, demeure désormais professionnellement au 166, Chaussée de la Hulpe, 1170 Bruxelles, Belgique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 Mai 2014.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014063368/15.

(140073588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

HCapital, General Partner, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 188.132.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of June.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., a company incorporated under the laws of Portugal, having its registered office at Rua Castilho, n.º 165, 1070-050 Lisboa, registered with the Register of Commerce and Companies of Lisbon (Registo Comercial de Lisboa), under number 510 674 852,

here represented by Christophe Boyer, avocat, whose professional address is 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Lisbon, on 12 June 2014.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "HCapital, General Partner, S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations in, and the management as managing general partner (associé commandité gérant) of, the limited partnership named HCapital, SCA-SICAR, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organized as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) subject to the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as amended.

3.2. It may give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by at least three (3) managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders.

Art. 8. Board of managers. The appointed managers shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 10.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than twenty-five per cent (25%) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than two thirds (2/3) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 11. Sole shareholder. When the Company has a sole shareholder:

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

12.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

12.5. The annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the thirty-first (31st) of May of each year at 9:00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 13. Auditors.

13.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

13.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - liquidation.

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 16. General Provisions.

16.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31st) of December of 2014.

Subscription and payment

Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., represented as stated above, subscribes for twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as A managers of the Company until the annual general meeting to be held in 2016:
 - João Arantes e Oliveira, economist, born on 10 April 1967 in Lisbon, Portugal, residing professionally at Edifício Quartzo, Rua Alexandre Herculano, 38, 1269-161, Lisbon, Portugal,
 - Isabel Duarte Lima, economist, born on 12 December 1974 in Lisbon, Portugal, residing professionally at Edifício Quartzo, Rua Alexandre Herculano, 38, 1269-161, Lisbon, Portugal, and
2. The following is appointed as B manager of the Company until the annual general meeting to be held in 2016:
 - André Schmit, director, born on 13 December 1951 in Ettelbruck, Luxembourg, residing at 28, rue Lehberg, L-9124 Schieren, Grand Duchy of Luxembourg.
3. The registered office of the Company is located at 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour de juin.

Pardevant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., une société régie par les lois du Portugal, dont le siège social se situe à Rua Castilho, n.º 165, 1070-050 Lisbonne Portugal, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Lisbonne (Registo Comercial de Lisboa), sous le numéro 510 674 852,

Ici représentée par Christophe Boyer, avocat, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Lisbonne, le 12 juin 2014.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "HCapital, General Partner, S. à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations dans, et la gestion en tant qu'associé commandité gérant de la société dénommée HCapital, SCA-SICAR, une société en commandite par actions, organisée en tant que société d'investissement en capital à risque, régie par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, telle que modifiée.

3.2. La Société peut consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

6.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.7. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par au moins trois (3) gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Les gérants constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition qu'un ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 10.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de vingt cinq pour cent (25 %) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus des deux tiers (2/3) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 11. Associé unique. Lorsque la Société a un associé unique:

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

12.5. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le trente-et-unième jour du mois de mai de chaque année à 9 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 13. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

13.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - liquidation.

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 16. Dispositions générales.

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente-et-un (31) décembre de 2014.

Souscription et libération

Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants A de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2016:

- João Arantes e Oliveira, économiste, né le 10 avril 1967 à Lisbonne, Portugal, résidant professionnellement à Edifício Quartz, Rua Alexandre Herculano, 38, 1269-161, Lisbonne, Portugal, et

- Isabel Duarte Lima, économiste, née le 12 décembre 1974 à Lisbonne, Portugal, résidant professionnellement à Edifício Quartz, Rua Alexandre Herculano, 38, 1269-161, Lisbonne, Portugal.

2. La personne suivante est nommée en qualité de gérant B de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2016:

- André Schmit, directeur, né le 13 décembre 1951 à Ettelbruck, Luxembourg, résidant au 28, rue Lehberg, L-9124 Schieren, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: C. BOYER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2014. Relation: LAC/2014/28505. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014092095/496.

(140108934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

HCapital, SCA-SCIAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 188.150.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of June.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. HCapital, General Partner, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg, which registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (RCS Luxembourg) is pending,

here represented by Christophe Boyer, avocat, whose professional address is 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Lisbon, on 12 June 2014,

2. Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., a company incorporated under the laws of Portugal, having its registered office at Rua Castilho, n.º 165, 1070-050 Lisbon, Portugal, registered with the Register of Commerce and Companies of Lisbon (Registo Comercial de Lisboa), under number 510 674 852,

here represented by Christophe Boyer, avocat, whose professional address is 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state, as follows, the articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

I. Name - Types of shareholders - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name / Types of Shareholders. The name of the company is "HCapital, SCA-SICAR" (the Partnership). The Partnership is a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), organised as an investment company in risk capital (société d'investissement à capital risque) governed by the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as amended (the SICAR Law), the law of 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the 1915 Law), and these articles of incorporation (the Articles).

The Partnership's shareholders are (i) HCapital, General Partner, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg (the Managing General Partner) and (ii) the limited shareholder (associés commanditaire) upon incorporation of the Partnership and any person or entity that becomes a limited shareholder (associé commanditaire) from time to time (collectively the Limited Shareholders).

The Managing General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Partnership to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Partnership.

The Limited Shareholders are liable up to the amount of the capital committed by them to the Partnership on subscribing for the shares.

The Limited Shareholders and the Managing General Partner are, in the Articles, collectively referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The Partnership's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Managing General Partner. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Managing General Partner. If the Managing General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Partnership at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Partnership, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The Partnership's purpose is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under Article 1 of the SICAR Law and Circular 06/241 in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

3.2 The investment objectives and strategy of the Partnership are more fully described in the prospectus of the Partnership, as amended and updated from time to time (the Prospectus).

3.3 The Partnership may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant to any entity in which the Partnership invests (the Portfolio Companies), or any other company associated in any way with the Partnership, or with any of the said Portfolio Companies, in which the Partnership has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed; in particular, the Partnership may borrow money from third parties or from its Shareholders, for itself or its Portfolio Companies for the funding, completion, refinancing of an investment or add-on investment, or to cover any of its expenses.

3.4 In addition, the Partnership can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the fullest extent permitted by the SICAR Law.

Art. 4. Duration.

4.1 The Partnership is formed for an unlimited duration and shall end with the dissolution and liquidation of its last Compartment (as defined below).

4.2 The Partnership shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

4.3 The Partnership shall not come to an end in the event of death, dissolution, legal incapacity, removal, resignation, impediment, bankruptcy or any other similar proceeding affecting the rights of creditors generally (concoirs) of the Managing General Partner. The general meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF).

4.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Partnership and in case of a decision to continue the Partnership's activities, the appointment of a replacement managing general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a General Meeting in accordance with the procedures laid down in Art. 20 below. Failing the appointment of a replacement managing general partner at the General Meeting so convened or, should the quorum requirement at such General Meeting not be met, at the second General Meeting as set forth under Article 20.10 below, the Company will be dissolved and liquidated.

4.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Partnership shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Partnership and its Compartments (as defined below), if any. The initial share capital of the Partnership upon incorporation amounts to thirty one thousand euro (EUR 31,000), represented by one (1) management share (the Management Share) and thirty (30) ordinary shares (the Ordinary Shares), all in registered form, without nominal value. The Management Share and the Ordinary Shares are collectively referred to as the Shares and individually as a Share.

5.2. The Management Share is exclusively reserved to the Managing General Partner. The Ordinary Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the SICAR Law (the Well-Informed Investors).

5.3. The minimum capital of the Partnership shall be of one million Euro (EUR 1,000,000), which must be reached within twelve (12) months after the date on which the Partnership has been authorised in accordance with the SICAR Law.

Art. 6. Compartments.

6.1 The Partnership is composed of one or more compartments (the Compartments), in accordance with article 3(5) of the SICAR Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the benefit of the Limited Shareholders of the relevant Compartment. A first Compartment will be launched by decision of the Managing General Partner. The name of each Compartment shall comprise the first part of the name of the Partnership, followed by the denomination determined at the discretion of the Managing General Partner.

6.2 The Managing General Partner may, at any time, establish additional Compartment(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the Prospectus and which shall be fully described in the relevant Part II of the Prospectus (the Compartment Specifications), which forms an integral part of the Prospectus for purposes of the relevant Compartment.

6.3 The Partnership is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 3(5) of the SICAR Law, the assets of any given Compartment are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Compartment. Amongst Limited Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

Art. 7. Shares.

7.1 The Shares are indivisible and the Partnership recognises only one (1) owner per Share.

7.2 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.3 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Partnership or at the office of the registrar and transfer agent and may be examined by any Shareholder on request.

7.4 The Managing General Partner may, at any time, issue different classes of Ordinary Shares (each a Class or Classes as appropriate) in respect of each Compartment, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the relevant Compartment Specifications.

7.5 The Ordinary Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the Managing General Partner or any agent to which such function has been delegated by the Managing General Partner. This restriction is not applicable to the Managing General Partner and to the investment advisor of the Partnership.

7.6 Investors wishing to subscribe for Shares in a Compartment shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the Managing General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Prospectus.

7.7 The issue price of Ordinary Shares is determined by the Managing General Partner on a Class by Class basis as fully described in the relevant Compartment Specifications.

7.8 The Managing General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Ordinary Shares and to deliver the Ordinary Shares.

Art. 8. Transfer of Shares.

8.1 Ordinary Shares are only transferable between Well-Informed Investors each time and may be subject to such other transfer conditions as set forth in the relevant Compartment Specifications.

8.2 A transfer of Shares shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Partnership,

following a notification to, or acceptance by, the Partnership, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

8.3 Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Partnership as evidence of a share transfer, subject to the concomitant transfer of any undrawn commitment, unless otherwise provided for in the relevant Compartment Specifications.

8.4 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the Managing General Partner. The Managing General Partner shall not sell, assign, transfer, grant a participation in, pledge, hypothecate, encumber or otherwise dispose of all or any part of its Management Share or voluntarily withdraw as the general partner of the Partnership. The Managing General Partner may however transfer its Management Share to an affiliate to the extent any such transfer is approved by the general meeting of Shareholders within the conditions required to amend the Articles.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Save as provided below and/or in the relevant Compartment Specifications, the Managing General Partner may, but is not required to, repurchase the Ordinary Shares in a given Compartment upon the request of an investor as set forth in the relevant Compartment Specifications.

9.2 The Managing General Partner shall furthermore cause the transfer or the repurchase of the Ordinary Shares of any Shareholder, if such Shareholder ceases to qualify as a Well-Informed Investor.

9.3 No distribution for redemption of Shares may be made as a result of which the capital of the Partnership would fall below the minimum capital amount required by the SICAR Law.

9.4 A redemption of Shares shall be subject to such further terms and conditions, including but not limited to any redemption charges, as set forth in the relevant Compartment Specifications.

9.5 Any Share repurchased by a Compartment cannot be reissued and shall be cancelled to the proportional benefit of all remaining Shareholders.

Art. 10. Conversion of Shares.

10.1 Shareholders are not entitled to request the conversion of their Ordinary Shares of a relevant Class into Ordinary Shares of another Compartment or the conversion (or switching) of Ordinary Shares of one Class into another Class within the same Compartment unless otherwise provided in the relevant Compartment Specifications which may allow the Managing General Partner to grant this right to Shareholders at its sole discretion.

10.2 The Management Share is not convertible.

III. Net asset value

Art. 11. Calculation of the net asset value.

11.1 Principles of valuation

The reference currency of the Partnership is the Euro. Each Compartment may have a different reference currency.

The NAV of each Compartment's Shares is expressed in the reference currency of the respective Compartment and within each Compartment the NAV of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the respective Class, as further described in the Compartment Specifications.

The value of the Partnership and/or Compartment assets will be determined by the administrative agent under the responsibility of the Managing General Partner up to two (2) decimal places on a Class by Class basis (if applicable) at least annually on the last day of the financial year of the Partnership and on such other days as determined from time to time by the Managing General Partner and set out in the relevant Compartment Specifications (each a Valuation Day). The Managing General Partner may, in its discretion, appoint one or more independent third party local appraiser(s) selected amongst the highest first rated service providers in respect of the investments of the Partnership to assist the administrative agent in determining the fair value of the Partnership and/or Compartment assets. The value of the Partnership and/or Compartment assets shall be exclusively expressed in the currency of the share capital of the relevant Compartment.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the value of the Partnership and/or Compartment assets taken by the Managing General Partner or by any bank, company or other organisation which the Managing General Partner may appoint for the purpose of calculating the value of the Partnership and/or Compartment assets, shall be final and binding on the Partnership and on its Shareholders.

All accounting regulations and determinations shall be interpreted and applied in accordance with Luxembourg GAAP.

11.2 Valuation Policy

The Partnership and/or Compartment assets will be determined on each Valuation Date and as often as the Managing General Partner may think useful, by the administrative agent under the responsibility of the Managing General Partner in accordance with the Articles and the Prospectus.

The value of the Partnership assets are expressed in Euro by aggregating the value of all Partnership assets and deducting all liabilities of the Partnership, as adjusted for items that do not contribute to fair value (such as derivative accounting, post balance sheet events and deferred amounts that will not materialise).

The Partnership reserves the right to suspend the determination of the NAV of a Compartment under circumstances set forth under Article 12 "Suspension of the Calculation of the NAV" below.

For the purpose of relations between Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity, generating without restriction its own contributions, capital gains and capital losses, fees and expenses. The Partnership constitutes a single legal entity. However with regard to third parties, in particular towards the Partnership's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

All assets and liabilities of the Partnership shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Partnership. The Managing General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Partnership.

If since the time of determination of the NAV there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Partnership are dealt in or quoted, the Partnership may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Partnership, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

11.3 Assets of the Partnership

For the purposes of the valuation of the Partnership and/or Compartment assets, the assets are deemed to include:

(i) the value of all properties or property rights registered directly or indirectly in the name of or on behalf of the Partnership and/or Compartment;

(ii) the value of unlisted investments as determined by any valuer as may be appointed from time to time by the Managing General Partner and relied upon by the administrative agent;

(iii) all cash in hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(iv) all bills, invoices and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;

(v) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights and other investments and securities owned or contracted for by the Partnership and/or Compartment;

(vi) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Partnership and/or Compartment to the extent information thereon is reasonably available to it;

(vii) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Partnership and/or Compartment, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security; and

(viii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses such as the management fees, if any.

The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full or in part, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) securities listed and traded primarily on one or more recognised securities exchanges shall be valued at their last known prices on the Valuation Day;

(iii) investment in underlying undertakings for collective investment or assimilated entities are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the value of the Partnership and/or Compartment assets. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Managing General Partner on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the Managing General Partner;

(iv) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognised quotation services or broker-dealers;

(v) properties or property rights registered in the name of the Partnership and/or Compartment, subsidiaries, joint-ventures or affiliates shall be valued by any valuer as may be appointed from time to time by the Managing General Partner, provided that it may be deviated from such valuation if deemed in the interest of the Partnership and/or Compartment and provided further that such valuation may be established at the end of the fiscal year and used throughout the following fiscal year unless there is a change in the general economic situation or in the condition of the relevant properties or property rights held by the Partnership, subsidiaries, joint-ventures or affiliates or by any controlled property companies which requires new valuations to be carried out under the same conditions as the annual valuations. The names of the valuers appointed by the Managing General Partner will be disclosed in the annual report;

(vi) all other assets of any kind or nature, including any instruments and techniques used for hedging purposes (with a view to exclusively hedging currency or interest rate risk), will be valued at fair market value, as determined in good faith by and under the responsibility of the Managing General Partner acting reasonably having regard to applicable market standards as applied from time to time such as European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) reporting guidelines (the EVCA Guidelines) or International Private Equity and Venture Capital (IPEV) valuation guidelines (the IPEV Guidelines) for valuations. For the purpose of determining the fair market value of the assets under this provision, the Managing General Partner may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets which factors may include (when applicable) inter alia: (i) the characteristics of and fundamental analytical data relating to the assets including the costs, size, current interest rate, period until next interest rate reset, maturity and lending rate of the assets, the terms and conditions of the assets' debt structure; (ii) the nature and adequacy of the rights, remedies and interests of the Partnership; (iii) the creditworthiness of the assets business, cash flows, capital structure and future prospects; (iv) information relating to recent relevant market transactions; (v) the reputation and financial condition of the Partnership recent reports relating to the assets; (vi) general economic market conditions affecting the fair value of the assets. The Managing General Partner is authorised to apply other alternative valuation principles on a consistent

basis if the aforementioned valuation methods appear inadequate in principle or inappropriate in extraordinary circumstances or upon the occurrence of extraordinary events;

(vii) properties under construction shall be valued at cost until substantial completion, upon which they will be valued externally at least once annually in accordance with IPEV Guidelines as promoted by EVCA in accordance with the above; and

(viii) Assets expressed in a currency other than Euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Managing General Partner.

11.4 Liabilities of the Partnership

For the purposes of the valuation of the Partnership and/or Compartment assets, the liabilities are deemed to include:

- (i) all loans, shareholder loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to management, advisory and custodian fees;
- (iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Partnership and/or Compartment, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (iv) an appropriate provision for income and deferred taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Managing General Partner, and other reserves, if any, authorised and approved by the Managing General Partner; and
- (v) all other liabilities of the Partnership and/or Compartment of whatsoever kind and nature.

In determining the amount of the liabilities of the Partnership and/or Compartment, the Managing General Partner must take into account all expenses payable by the Partnership, which will comprise formation expenses, fees payable to the Managing General Partner, the custodian, the administrative agent, and any other agent employed by the Managing General Partner, fees for legal and auditing services, promotion, printing reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing constitutional or organisational documents of the Partnership, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges, postage, telephone and facsimiles.

The Managing General Partner may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

For the purposes of the valuation of the Partnership and/or Compartment assets:

- (i) Shares or Classes in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received are deemed to be existing;
- (ii) Shares or Classes to be redeemed are treated as existing and until paid, the price therefore is deemed to be a liability of the Partnership;
- (iii) all investments, cash balances and other assets of the Partnership and/or Compartment not expressed in Euro, will be valued after taking into account the rates of exchange in force at the date and time for determination of the value of the Partnership and/or Compartment assets; and
- (iv) effect must be given as at any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Partnership and/or Compartment on that Valuation Day, to the extent practicable.

11.5 Assets and liabilities of Compartments/Classes

The assets and liabilities of different Compartments or different Classes shall be allocated as follows:

- (i) the proceeds to be received from the issue of Ordinary Shares of a Compartment shall be applied in the books of the Partnership to the relevant Compartment;
- (ii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Partnership to the same Compartment as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Compartment;
- (iii) where the Partnership incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;
- (iv) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Compartment, the assets of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends; and
- (v) in the case where any asset or liability of the Partnership cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to the NAV of the relevant Compartment or in such other manner as determined by the Managing General Partner acting in good faith.

11.6 Net Asset Value Computation

For the purposes of the Net Asset Value computation:

(i) Shares of the Partnership to be redeemed hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Managing General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Partnership the price therefore shall be deemed to be a liability of the Partnership;

(ii) Shares to be issued by the Partnership shall be treated as being in issue as from the time specified by the Managing General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the Partnership the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Partnership;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Compartment is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time; and

(iv) where on any valuation time the Partnership has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Partnership and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Partnership;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Partnership and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Partnership;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the Managing General Partner.

Art. 12. Suspension of the calculation of the net asset value. The Managing General Partner may temporarily suspend the determination of the net asset value per Share and Class of any Compartment and the issue, conversion and redemption of Shares in respect of a given Compartment or a given Class within such Compartment:

(i) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Partnership attributable to such Compartment from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Partnership attributable to a Compartment quoted thereon; or

(ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Managing General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Partnership attributable to such Compartment would be impracticable; or

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Compartment; or

(iv) when for any other reason the prices of any investments owned by the Partnership attributable to any Compartment cannot promptly or accurately be ascertained.

IV. Management - Representation

Art. 13. Management.

13.1 The Partnership shall be managed by the Managing General Partner for the duration of the Partnership, unless the provisions of Article 4.3. apply or the Managing General Partner is dismissed or resigns for legitimate cause.

13.2 All powers not expressly reserved to the Shareholders by the 1915 Law, the SICAR Law or the Articles fall within the competence of the Managing General Partner, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's corporate object.

13.3 The Managing General Partner is responsible for all investment management of the assets of the Partnership and each of its Compartments, for the day-to-day management of the affairs of the Partnership as well as for the administration and marketing functions related to the Partnership and its Compartments. The Managing General Partner retains legal decision-making power and has the exclusive authority with regard to any decisions not specifically delegated or attributed to another entity or service provider and supervises the administrative agent, the registrar and transfer agent, the investment advisor and any other service providers of the Partnership in the performance of their duties.

Art. 14. Removal of the Managing General Partner.

14.1 The Managing General Partner may be removed as follows:

(i) "removal without cause": by Shareholders representing at least seventy five per cent (75%) of the Shares (without counting any Share held by the Managing General Partner or one of its affiliates). Such dismissal shall have immediate effect and shall give right to compensation (six (6) months' management fee of each Compartment) and carried interest following a vesting scheme (for each Compartment, sixty per cent (60%) of total carried interest to be vested pro rata temporis during the relevant investment period and forty per cent (40%) pro rata temporis thereafter). The payment of compensation and carried interest shall only be made once the Managing General Partner has provided the replacement managing general partner with all Partnership assets, books of accounts, records, registers and other documents belonging to the Partnership in its possession or control.

(ii) "removal as a result of cause": by Shareholders representing at least fifty per cent (50%) of the Shares (without counting any Share held by the Managing General Partner or one of its affiliates) as a result of (A) the Managing General

Partner's material breach of the Partnership legal documentation or similar agreement or any other contractual arrangement by the Managing General Partner or its affiliates in relation to the activities of the Partnership (B) gross negligence, wilful misconduct, fraud, bad faith, criminal conduct or reckless disregard or (C) the insolvency, administration, involuntary reorganization and bankruptcy of the Managing General Partner. Such removal will have immediate effect and shall not give rise to any compensation and the Managing General Partner shall automatically forfeit all rights to carried interest.

14.2 Shareholders representing at least twenty per cent (20%) of the Shares shall be entitled to call, or require the Managing General Partner to call, a general meeting of Shareholders to initiate a vote for removal.

14.3 Upon removal of the Managing General Partner, a new managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Partnership shall be appointed by the Shareholders in a general meeting of Shareholders with the majority requirements set out under the provisions of article 20.10. below, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the Managing General Partner as managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Partnership by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the Managing General Partner's obligations as managing general partner of the Partnership.

Art. 15. Representation.

15.1 The Partnership shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the Managing General Partner.

15.2 The Partnership shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated.

Art. 16. Delegation of powers.

16.1 The Managing General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Partnership deems necessary for the operation and management of the Partnership or any Compartment. Such appointments may be cancelled at any time by the Managing General Partner. The officers need not be Limited Shareholders of the Partnership. Unless otherwise provided for by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Managing General Partner. The Managing General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Managing General Partner and who will have the powers determined by the Managing General Partner.

16.2 The Managing General Partner may, under its full supervision and ultimate responsibility, be assisted, while managing the Partnership's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or, delegate its powers in relation to the management of the Partnership or a specific Compartment to one or several agents.

16.3 The Managing General Partner may establish, on a Compartment per Compartment basis, an investment committee, an advisory committee and/or advisory board, which shall have those powers as provided for in the relevant Compartment.

16.4 The Managing General Partner may be assisted by one or several committees in view of implementing appropriate risk management systems, minimising the risk of Shareholders' interests being prejudiced by conflicts of interests and establishing compliance management systems.

Art. 17. Conflicts of interest.

17.1 No contract or other transaction between the Partnership and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers', directors or officers of the Partnership is interested in, or is a manager, director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any manager, director or officer of the Partnership who serves as a manager, director, officer or employee of any company or firm, with which the Partnership shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.2 In the event that any manager, director or officer of the Partnership may have in any transaction of the Partnership an interest different to the interests of the Partnership, such manager, director or officer shall make known to the Managing General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such manager's, director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

17.3 The term conflict of interests, as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, the investment manager, the investment advisor, the custodian, the administrative agent, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Managing General Partner on its discretion.

17.4 The Partnership will implement appropriate measures in order to detect, manage and monitor conflicts of interest and ensure that the Investors' interests are safeguarded in case of conflicts of interest arising between the Partnership and, where applicable, any person contributing to the business activity of the Partnership or any person linked directly or indirectly to the Partnership. For this purpose, the Managing General Partner will establish a separate conflict of interest policy which will be reviewed on a regular basis in accordance with the SICAR Law.

Art. 18. Indemnification.

18.1 The Managing General Partner, any investment advisor, any investment manager and each of its managers, directors, officers and employees to the extent directly involved in the business of the Partnership and/or the Compartment

as well as all members of any consulting or advisory board (each an Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the Partnership and/or the Compartment's assets against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees) incurred by reason of such Indemnified Person being the Managing General Partner or a manager, director, officer or employee of the Managing General Partner, a member of any consulting or advisory board or a manager, director, officer or employee of any such advisory company or a Portfolio Company, provided that no Indemnified Person (except any member of any advisory board) shall be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which constitutes a breach of their duties, fraud, criminal conduct, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence. Should the Indemnified Person be a member of any advisory board, such Person shall not be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which constitutes a fraud, criminal conduct or wilful misconduct.

18.2 Indemnity amounts in no case shall exceed twenty per cent (20%) of total commitments of the relevant Compartment, and indemnity claims shall in the first instance be satisfied by drawdowns. The Managing General Partner may recall distributions to settle indemnities to an Indemnified Person up to eighteen (18) months as from the relevant distribution.

18.3 The Managing General Partner shall implement appropriate professional indemnity insurance to cover the professional liability risk of the Indemnified Persons. The Indemnified Person shall be obliged to first seek indemnification under such insurance coverage, and any amount so recovered shall be deducted from any amount payable to the Indemnified Person by the Partnership and/or the Compartment.

V. General meetings of shareholders

Art. 19. Powers and voting rights.

19.1 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). In accordance with article 111 of the 1915 Law, no decision of a general meeting will be validly taken without the prior approval of the Managing General Partner except for the decision of Removal of the Managing General Partner without cause under the provisions of article 14.1. above.

19.2 Each Share entitles the holder to one (1) vote.

Art. 20. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

20.1 The Limited Shareholders may be convened to General Meetings by the Managing General Partner. The Limited Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from Limited Shareholders representing more than ten per cent (10%) of the share capital.

20.2 Written notice of any General Meeting shall be given to all Limited Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

20.3 The convening notices for the General Meeting may set out that the quorum of the presence at the General Meeting be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight on the fifth (5th) day prior to the relevant General Meeting (the Record Date). The rights of a Shareholder to participate in a General Meeting and to exercise the voting right attached to his Shares are determined according to the Shares held by this Shareholder at the Record Date.

20.4 General Meetings shall be held at such place and time as specified in the notices.

20.5 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

20.6 A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

20.7 Any Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to a participation in person at the meeting.

20.8 Any Shareholder may vote by using the forms provided by the Partnership for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Partnership's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

20.9 Except as otherwise required by the 1915 Law or the Articles, resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of the share capital present or represented.

20.10 An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Partnership's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and

agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast, which shall include the consent of the Managing General Partner unless otherwise specified by these Articles.

20.11 Any change in the nationality of the Partnership and any increase of a Shareholder's commitment in the Partnership shall require the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

Art. 21. General Meetings of Compartment(s).

21.1 The Managing General Partner may at any time convene a general meeting of Shareholders of one or several specific Compartment(s) in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Compartment(s).

21.2 Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of Shareholders of the Partnership shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of Shareholders of one or several specific Compartment(s).

VI. - Supervision - Annual accounts - Allocation of profits

Art. 22. Auditor (Réviseurs d'entreprises agréés).

22.1 The accounting data related in the annual report of the Partnership shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the Managing General Partner and remunerated by the Partnership (the Auditor).

22.2 The Auditor shall fulfil the duties prescribed by the SICAR Law.

Art. 23. Reference currency. The Partnership shall prepare annual accounts in Euros. For the purpose of determining the capital of the Partnership, the net assets attributable to each Compartment shall, if not denominated in Euros, be converted into Euros at the rates used in the most recent net asset value calculation.

Art. 24. Financial year and approval of annual accounts.

24.1 The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

24.2 Each year, the Managing General Partner must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Partnership's assets and liabilities, with an annex summarising the Partnership's commitments and the debts owed by the officer(s), the Managing General Partner and the Auditor.

24.3 One month before the annual General Meeting, the Managing General Partner shall provide the Auditor with a report on, and documentary evidence of, the Partnership's operations. The Auditor shall then prepare a report setting out its proposals.

24.4 The annual General Meeting shall be held at the registered office or any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the thirty-first (31st) of May of each year at 10.00 a.m.. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

24.5 The annual General Meeting may be held abroad if, in the Managing General Partner's absolute discretion, exceptional circumstances so require.

Art. 25. Allocation of profits.

25.1 The annual General Meeting shall approve the profit allocation proposed by the Managing General Partner in accordance with the allocations rules set out in the Prospectus and in particular as set forth in each of the Compartment Specifications.

25.2 The Managing General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Prospectus and, in particular, as set forth in the relevant Compartment Specifications.

25.3 Distributions shall be paid in Euros or in the base currency of a Compartment and at such time and place that the Managing General Partner shall determine from time to time.

25.4 No distribution may be made which would result in the net asset value of the Partnership to fall below the minimum capital required by the SICAR Law, as set out in Art. 5.3 above.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 26. Term, liquidation and amalgamation of Compartments.

26.1 The Compartments may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Prospectus and, specifically, in the relevant Compartment Specifications. Any Compartment created for a fixed period will terminate automatically on the expiration date (if any) provided for in the relevant Compartment Specifications.

26.2 The Managing General Partner may decide to liquidate one Compartment if the net assets of such Compartment have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Managing General Partner to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation. Limited Shareholders of the relevant Compartment will be notified by the Managing General Partner of any decision to liquidate the relevant Compartment

prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures applicable to, the liquidation.

26.3 Unless otherwise provided for in the Compartment Specifications, Limited Shareholders of the relevant Compartment may request the redemption of their Shares upon or prior to the liquidation by application of the applicable liquidation net asset value as determined by the Managing General Partner, as the case may be. Assets which cannot be distributed to their beneficiaries during or further to the liquidation process of the Compartment concerned will be deposited with the custodian for a maximum period of nine months after the opening of the liquidation. After such time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of their beneficiaries.

26.4 As soon as the decision to wind up the Partnership is taken, the issue of Ordinary Shares in each and all Compartments is prohibited and shall be deemed void.

26.5 Each Compartment may be separately dissolved without impacting any other Compartment. The dissolution of the last Compartment causes ipso jure the liquidation of the Partnership.

Art. 27. Dissolution and liquidation of the Partnership.

27.1 The Partnership may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Partnership shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Compartment.

27.2 In the event of dissolution of the Partnership, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 28. Liquidation proceeds.

28.1 The net proceeds of liquidation corresponding to each Compartment shall be distributed, including distributions in kind, by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Compartment in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Compartment as referred to under Art. 25 above.

28.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg «Caisse de Consignation».

Art. 29. Consolidation and splitting of Shares.

29.1 The Managing General Partner may decide to consolidate or split the Ordinary Shares of a Compartment within a given Share Class. Unless otherwise provided in the relevant Compartment Specifications, the following procedure shall apply:

29.2 Shareholders will be notified of any such decision to consolidate or split Ordinary Shares of a Compartment within a given Share Class at least one month before the consolidation/splitting in order to enable Shareholders to request that their relevant Shares be redeemed before the consolidation/splitting is completed. Notwithstanding the power granted to the Managing General Partner in the preceding paragraph, any such consolidation/splitting of Ordinary Shares within a given Share Class will be subject to a resolution of the General Meeting of the Compartment taken at a simple majority vote of the Shareholders present or represented. For the avoidance of doubt, such vote will not be subject to any quorum requirement.

VIII. General provisions

Art. 30. General provisions.

30.1 Notices and communications are made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

30.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above.

30.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, shall constitute one and the same document.

30.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Transitory provision

The Partnership's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31st) of December of 2014.

Subscription and payment

HCapital, General Partner, S.à r.l., represented as stated above, subscribes for one (1) Management Share in registered form, without nominal value and agrees to pay it in full by a contribution in cash in the amount of one thousand euros (EUR 1,000).

Herculano Capital Partners - Consultores, Lda., represented as stated above, subscribes for thirty (30) Ordinary Shares in registered form, without nominal value, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirty thousand euros (EUR 30,000).

The amount of thirty one thousand euros (EUR 31,000) is at the Partnership's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Partnership in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Partnership, its Shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. KPMG Luxembourg, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of twelve thousand five hundred and two euros (EUR 12,502), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (RCS Luxembourg) under number B 149.133, is appointed as approved external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Partnership for a period ending at the annual general meeting to be held in 2016.

2. The registered office of the Partnership is set at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Signé: C. BOYER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2014. Relation: LAC/2014/28506. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014092096/636.

(140109661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

C&P Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 76.126.

Extrait de la résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 10 avril 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire décide le renouvellement du mandat de KPMG Luxembourg S.à r.l. en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé, pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014062528/12.

(140073327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Constructions Générales Gomes Manuel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5427 Greiveldange, 8, Neie Wee.

R.C.S. Luxembourg B 146.765.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CONSTRUCTIONS GENERALE GOMES MANUEL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014062584/12.

(140072957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

IWA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 83.416.

—
Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 05. Mai 2014

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Rücktritt von Herr Hermann Josef Scholer, Kaufmann, geboren in Trier, am 3. Januar 1959, geschäftsansässig in 84 Grund Rue, L-6630 Wasserbillig, Luxemburg, als Administrateur und Conseil d'administration.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beruft die Firma Oreso SA, eingetragen im Registre de Commerce unter der Nummer: B 65800, 84 Grund Rue, L-6630 Wasserbillig, Luxemburg, als Administrateur und Conseil d'administration für die Dauer von 5 Jahren.

Das Mandat endet mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2018.

Wasserbillig, den 05. Mai 2014.

Wolfgang Scholer

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2014063503/20.

(140074054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Managix GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 186.695.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of April.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Montagu IV FPS, a professional specialised fund (fonds professionnel spécialisé) as defined in article L.214-154 of the French Monetary and Financial Code and by the laws of France (previously a contractual private equity investment fund (fonds commun de placement à risques contractuel) governed by article L. 214-37 of the French Monetary and Financial Code and by the laws of France), managed by Montagu Private Equity S.A.S., a société par actions simplifiée governed by the laws of France, with registered office at 41, avenue George V, 75008 Paris, France and registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 447 775 669 R.C.S. Paris,

here represented by Me Laurant Schummer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal, given on April 9, 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "Managix GP S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500.-) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

10.3 Any shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication.

10.4 Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the board of managers as class A manager (the “Class A Managers”) or class B manager (the “Class B Managers”).

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conferencecall or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties.

19.1 The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or by the joint signatures of any two (2) managers.

19.2 However, if the shareholders have qualified the managers as Class A Managers or as Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

19.3 The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature or any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such special power.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first (1st) of January of each year and shall end on the thirty-first (31st) of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2015.
3. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Montagu IV FPS, aforementioned, represented as stated above, for the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed as managers of the Company until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the financial year ending on 31 December 2014:

(i) Mr Christoph N. KOSSMANN, born in Homburg, Germany on 21 June 1957, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class A manager;

(ii) Ms Fantine Jeannon, born in Nancy, France on 8 November 1986, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager; and

(iii) Ms Chantal Mathu, born in Aye, Belgium on 8 May 1968, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'avril.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Montagu IV FPS, un fonds professionnel spécialisé régi par l'article L.214-154 du code monétaire et financier français et par les lois françaises (auparavant un fonds commun de placement à risques contractuel régi par l'article L.214-37 du code monétaire et financier français et par les lois françaises), dont la société de gestion est Montagu Private Equity S.A.S., une société par actions simplifiée régie par les lois de France, dont le siège social est sis au 41, avenue George V, 75008 Paris, France et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 447 775 669 R.C.S. Paris,

dûment représentée par Maître Laurent Schummer, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 9 avril 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Managix GP S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a également la possibilité d'agir en tant qu'associé ou actionnaire à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de n'importe quelle entité luxembourgeoise ou étrangère.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de

décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

10.3 Tout associé pourra prendre part aux assemblées des associés en désignant par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une autre personne comme son mandataire.

10.4 Les associés prenant part à une assemblée par visioconférence ou tout autre moyen de communication permettant leur identification sont censés être présents pour le calcul des quorums et des votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres de façon continue et doivent permettre une participation effective de toutes ces personnes à la réunion.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. L'assemblée générale des associés pourra décider de qualifier les membres désignés du conseil de gérance comme gérant de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou gérant de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers.

19.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux (2) gérants.

19.2 Toutefois, si les associés ont qualifié les gérants de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B.

19.3 La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

E. Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et se termine le trente-et-un (31) décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale des associés sera tenue en 2015.
3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) actions émises ont été souscrites par Montagu IV FPS, susmentionnée, représentée comme indiqué ci-dessus, pour un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport total d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associés fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice social de la Société clôturant le 31 décembre 2014:

(i) Monsieur Christoph N. KOSSMANN, né le 21 juin 1957 à Hambourg, Allemagne, résidant professionnellement à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A;

(ii) Mademoiselle Fantine JEANNON, née le 8 novembre 1986 à Nancy, France, résidant professionnellement à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B; et

(iii) Madame Chantal MATHU, née le 8 mai 1968 à Aye, Belgique, résidant professionnellement à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate, sur demande du mandataire de la comparante, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Schummer, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 14 avril 2014. REM/2014/868. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014063546/555.

(140073784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Fundsmith Equity Fund Feeder, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.404.

Faisant suite à l'assemblée générale annuelle du 16 avril 2014, sont renommés Administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en 2015:

M. Simon GODWIN

M. Terry SMITH

M. Garry PIETERS

Est renommé Réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en 2015:

Deloitte Audit S. à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014062666/17.

(140073121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

**Vodafone Asset Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Vodafone Operations Services 1 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 144.676.

—
In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of April.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Vodafone Procurement Company S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 97920,

duly represented by Sean O'Brien, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 23 April 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Vodafone Operations Services 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 144676, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on 6 February 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 7 March 2009, number 504. (hereinafter the "Company") and whose articles of incorporation have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital then took the following resolutions:

First resolution

The sole member decides to change the purpose of the Company as follows:

The purpose of the Company is to procure (or arrange procurement), hold, manage and/or track assets for the Vodafone group as well as the companies affiliated or associated with the Vodafone group either by minority shareholding or by contractual arrangements.

In carrying out this activity, the Company will purchase and sell or licence any type of materials and services required by the Vodafone group and by the companies affiliated or associated, for their business, including in particular but not only software (whether off-the-shelf software or bespoke software), support and maintenance services for software, IT professional services, IT infrastructure, fleet services, network equipment, network infrastructure, core and transmission, network operations, equipment and services, devices and SIM cards, content (music downloads, mobile TV, ring tones and other data), sales and marketing services, property services (facilities management, capital projects, property leasing), corporate services (advisory, consultancy and legal services), utilities, accommodation, travel, fleet services. The Company may also carry out reporting services, tracking services, centralised demand management, dynamic allocation services and other management services related to the afore-mentioned assets.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, Article 2 of the Articles of Association is amended and now reads as follows:

Art. 2. The purpose of the Company is to procure (or arrange procurement), hold, manage and/or track assets for the Vodafone group as well as the companies affiliated or associated with the Vodafone group either by minority shareholding or by contractual arrangements.

In carrying out this activity, the Company will purchase and sell or licence any type of materials and services required by the Vodafone group and by the companies affiliated or associated, for their business, including in particular but not only software (whether off-the-shelf software or bespoke software), support and maintenance services for software, IT professional services, IT infrastructure, network equipment, network infrastructure, core and transmission, network operations, equipment and services, devices and SIM cards, content (music downloads, mobile TV, ring tones and other data), sales and marketing services, property services (facilities management, capital projects, property leasing), corporate services (advisory, consultancy and legal services), utilities, accommodation, travel, fleet services. The Company may also carry out reporting services, tracking services, centralised demand management, dynamic allocation services and other management services related to the afore-mentioned assets.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

Third resolution

The sole member decides to change the name of the Company into “Vodafone Asset Management Services S.à r.l.”

Fourth resolution:

As a consequence of the previous resolution, article 4 of the articles of association is amended as follows:

“ **Art. 4.** The Company will assume the name of “Vodafone Asset Management Services S.à r.l.””

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that this deed is worded in English, followed by a French version; on request of the proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-cinq avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Vodafone Procurement Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97920,

dûment représentée par Sean O’Brien demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d’une procuration donnée le 23 avril 2014.

La procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

La comparante est la seule associée de la société Vodafone Operations Services 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144676, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 février 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 7 mars 2009, numéro 504. (ci-après la «Société») et dont les statuts n’ont pas été modifiés depuis.

La comparante, représentant l’intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L’associé unique décide de modifier l’objet social de la Société comme suit:

L’objet de la Société est d’acheter (ou faire acheter), tenir et gérer et/ou suivre des biens/actifs pour le groupe de Vodafone aussi bien que pour les sociétés apparentées ou associées au groupe Vodafone, soit par participation minoritaire, soit par contrats.

Dans la mise en oeuvre de cette activité, la Société achètera et vendra tout type de matériel et de services demandé par le groupe de Vodafone et par les sociétés apparentées ou associées, pour leurs activités, notamment des logiciels et progiciels (soit directement exploitables soit à adapter ou à développer spécifiquement), les services de support et de maintenance pour des logiciels/progiciels, les services professionnels informatiques, l’infrastructure informatique, l’équipement de réseau, l’infrastructure de réseau, le noyau et la transmission, les opérations de réseau, l’équipement et les services, les dispositifs et les cartes SIM, le contenu (téléchargements de musique, TV mobile, sonneries et autres données), les ventes et les services de vente, les services relatifs à l’immobilier (gestion d’équipements, investissements immobiliers, location d’immeubles), les services aux sociétés (avis, consultation et services juridiques), les services de fourniture, le logement, les voyages, les services de parc de voitures. La Société pourra aussi fournir des services de rapportage, des services de suivi, de la gérance de demande centralisée, des services d’allocation dynamique et tout autre service de gérance en relation avec les bien/actifs susmentionnés.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l’accomplissement de son objet.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l’article 2 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«L’objet de la Société est d’acheter (ou faire acheter), tenir et gérer et/ou suivre des biens/actifs pour le groupe de Vodafone aussi bien que pour les sociétés apparentées ou associées au groupe Vodafone, soit par participation minoritaire, soit par contrats.

Dans la mise en oeuvre de cette activité, la Société achètera et vendra tout type de matériel et de services demandé par le groupe de Vodafone et par les sociétés apparentées ou associées, pour leurs activités, notamment des logiciels et

progiciels (soit directement exploitables soit à adapter ou à développer spécifiquement), les services de support et de maintenance pour des logiciels/progiciels, les services professionnels informatiques, l'infrastructure informatique, l'équipement de réseau, l'infrastructure de réseau, le noyau et la transmission, les opérations de réseau, l'équipement et les services, les dispositifs et les cartes SIM, le contenu (téléchargements de musique, TV mobile, sonneries et autres données), les ventes et les services de vente, les services relatifs à l'immobilier (gestion d'équipements, investissements immobiliers, location d'immeubles), les services aux sociétés (avis, consultation et services juridiques), les services de fourniture, le logement, les voyages, les services de parc de voitures. La Société pourra aussi fournir des services de rapportage, des services de suivi, de la gérance de demande centralisée, des services d'allocation dynamique et tout autre service de gérance en relation avec les bien/actifs susmentionnés.

La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.»

Troisième résolution:

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la Société en «Vodafone Asset Management Services S.à r.l.»

Quatrième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:
«La Société prend la dénomination de Vodafone Asset Management Services S.à r.l.».

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. O'Brien et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 avril 2014. LAC/2014/19591. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014063172/141.

(140073044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2014.

Heal (BC) Luxco 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.880.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 2 mai 2014

En date du 2 mai 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- d'accepter la démission de Ailbhe Jennings de son mandat de Gérant de la Société avec effet au 30 avril 2014;
- de nommer Aurélien Vasseur, né le 8 janvier 1976 à Séclin, France, ayant comme adresse professionnelle: 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 30 avril 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de Gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

- M. Devin O'Reilly
- Mme. Ruth Springham
- M. Aurélien Vasseur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014064227/20.

(140075207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2014.